

Campagne 2023 : dénonçons l'échec de la libéralisation !

La crise de l'énergie a fait beaucoup de dégâts dans la population. Nous entendons la colère, la rage, l'incompréhension des gens. Les prétextes du covid et de la guerre en Ukraine sont des écrans de fumée censés calmer les interrogations du citoyen pris à la gorge financièrement, tandis que les multinationales et leurs actionnaires n'en peuvent plus de compter leurs bénéfices. Le domaine de l'énergie est devenu complexe et nébuleux : que payons-nous exactement ? Que font les fournisseurs avec cet argent ? Pour notre campagne 2023, nous avons décidé de puiser dans cette colère l'envie de comprendre, d'aller chercher plus loin les causes réelles de la crise de l'énergie, comment nous étions passés d'un bien commun, de première nécessité, à un produit de luxe qui fait l'objet de spéculations.

Réponse ? La libéralisation du marché (et des prix de l'énergie) débutée en 2007 est un échec ! Nous ne sommes plus dupes, nous ouvrons les yeux et ne croyons plus aux belles paroles et aux promesses de l'époque : réduction des prix de l'énergie, amélioration de la qualité des services fournis, place sur le marché pour des petits fournisseurs... De plus, la libéralisation et le Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE) empêchent la décarbonisation du secteur énergétique et torpillent les ambitions écologiques. Les sociétés veulent faire du profit, elles amortissent au maximum des installations existantes et répercutent sans vergogne les taxes pour certificats verts sur le consommateur. Il y a un rapport de force inégal entre les fournisseurs et les citoyens, et ces derniers ont du mal à faire valoir leurs droits.

Dans cette campagne, via des affiches au ton sarcastique qui mêlent la colère à l'humour, nous avons donc décidé d'exprimer un message fort : nous sommes conscients que nous sommes des « pigeons » depuis 15 ans et nous disons stop à la libéralisation ! Elle n'est pas une fatalité, il est possible d'en sortir, de vraies solutions démocratiques et citoyennes existent. Plusieurs pays ont déjà organisé un approvisionnement public de l'énergie : Finlande, Suède, Slovénie, Hongrie, Allemagne (pour 50% de la fourniture)... Pourquoi pas nous ? Il est temps de passer au plan B, de reprendre le pouvoir aux multinationales et de rendre le secteur de l'énergie plus humain !

Une campagne en deux temps

Ce plan B, il commence à se dessiner. Il passera certainement par une reprise en main publique et collective du secteur. Il devra assurer une transition sociale (tarifs raisonnables et prix justes) mais aussi écologique (réinvestir les profits dans du durable) tout en garantissant à chaque citoyen l'accès à l'énergie. Mais comment faire ? Renationaliser ? Municipaliser ? Mettre en place un fournisseur public d'énergie avec contrôle citoyen ? Un opérateur public de production et de fourniture ? Ces pistes, et d'autres, nous allons les explorer et en tirer le meilleur. En 2024, notre campagne « énergie » entrera dans un second temps, celui des propositions concrètes à destination du public et des politiques. Parce que, face à la crise de l'énergie, nous attendons du monde politique qu'il développe concrètement une VRAIE solution.

<i>Promesses 2007</i>	<i>Réalité 2023</i>
Réduction des prix de l'énergie	Tarifs de l'énergie en hausse constante
Amélioration de la qualité des services fournis	Risques de pénuries, fournisseurs peu orientés clients
Développement des autres formes d'énergie	Les grosses sociétés amortissent au maximum les installations polluantes existantes au lieu d'investir dans du renouvelable Les taxes pour certificats verts sont répercutées sur le consommateur
Place sur le marché pour des petits fournisseurs	60 à 70% du marché sont dans les mains des grosses sociétés
TCE : offrir une protection à tous les investisseurs dans le secteur de l'énergie, même aux plus petits	Le TCE protège des multinationales et empêchent les États de mettre en place une vraie transition écologique

La campagne sera déclinée sous forme d'affiches, de flyers, d'autocollants, d'un stand pour aller à la rencontre du citoyen et d'un site Internet : www.onamieux.be